

Table des matières



- Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services d'aide juridique pour des affaires de type Gladue 2
- Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services d'aide juridique pour des affaires générales en droit de l'immigration et des réfugiés 4
- Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services d'aide juridique pour des dossiers d'appel en droit de l'immigration et des réfugiés 4
- Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services d'aide juridique relatifs aux dossiers devant la Commission ontarienne d'examen 5
- Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services d'aide juridique en droit de la famille 9
- Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services d'aide juridique relatifs au droit en matière de protection de l'enfance 13
- Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services généraux d'aide juridique dans les affaires de droit criminel. 15
- Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services d'aide juridique en droit lié à la santé mentale dans des affaires de consentement et de capacité 24
- Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services d'aide juridique dans des affaires de droit criminel extrêmement graves 25

Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services d'aide juridique relatifs au tribunal Gladue

Les membres inscrits au tableau doivent attester qu'ils ont lu les documents suivants :

- *Code criminel* du Canada, notamment l'alinéa 718.2e) et les articles 113 et 493.2 (prévenus autochtones et populations vulnérables)
- *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*, notamment l'alinéa 38(2)d)
- *Loi sur la preuve au Canada*
- Jurisprudence importante, actuelle et récente, notamment les décisions suivantes :
 - *R. c. Gladue*, [1999] 1 RCS 688
 - *R. c. Silversmith*, [2008] O.J. no. 4646
 - *R. c. Brant*, [2008] O.J. no. 5375
 - *R. c. Batisse*, [2009] O.J. no. 452
 - *R. c. Robinson*, [2009] ONCA 205
 - *R. c. Jacko*, 2010 ONCA 452
 - *R. c. Ipeelee*, [2012] 1 RSC 433
 - *R. c. Bauer*, 2013 ONCA 691
 - *R. c. Armitage*, 2015 ONCJ 64
 - *R. c. Spence*, 2015 ONSC 1692
 - *R. c. Kreko*, 2016 ONCA 367
- Mémoires de LAO LAW suivants :
 - *S10-37 Gladue Sentencing Submissions*
 - *S10-38 Aboriginal Offenders - Advocating For Alternatives to a Custodial Sentence*
 - *S10-39 Ontario Resources for Aboriginal Offenders*
 - *ZS10-74 Application of Gladue Principles*
 - *ZS10-47 Sentencing Aboriginal Offenders*
 - *ZP11-63 Application of Gladue Principles to Bail hearings*
 - *ZS10-26 Application of Gladue Factors Beyond Sentencing*
- *Rapport final de la Commission de vérité et réconciliation du Canada*, Volume 5 : La surreprésentation des Autochtones, pp. 249-276, La

surreprésentation des jeunes Autochtones, pp. 287 à 292 :

<https://nctr.ca/documents/rapports/?lang=fr>

- *Commission de vérité et réconciliation du Canada - Appels à l'action* :
https://ehprnh2mwo3.exactdn.com/wp-content/uploads/2021/04/4-Appels_a_l-Action_French.pdf

- *Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées*, volume 1a, chapitre 8 : Combattre l'oppression : le droit à la justice

<https://www.mmiwg-ffada.ca/wp-content/uploads/2019/06/Rapport-final-volume-1a-1.pdf>

- *Appels à la justice - Réclamer notre pouvoir et notre place : le rapport final de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées* <https://www.mmiwg-ffada.ca/fr/final-report/>

- Représentation des Premières Nations sur la liste des jurés en Ontario (*Rapport Iacobucci*) [La représentation des Premières Nations sur la liste des jurés en Ontario - Ministère du Procureur général \(archive-it.org\)](#)

- Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones :
http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/DRIPS_fr.pdf

- Guide pour les avocats qui travaillent avec des parties autochtones .
<https://www.jurisource.ca/prj/phpLSJ6ms1550775834.pdf>

- Visionner la vidéo de formation juridique permanente « *Gladue en pratique* » -
<https://www.youtube.com/watch?v=lou8PU0o4lo>

Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services d'aide juridique relatifs aux affaires générales en droit de l'immigration et des réfugiés

Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés (LIPR) et ses règlements pertinents
Convention relative au statut des réfugiés
Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants
Règles de la Section de la protection des réfugiés, de la Section de l'immigration et de la Section d'appel de l'immigration
Directives du président de la CISR
Avis de pratique de la CISR
Jurisprudence importante
Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié du Haut-Commissariat des Nations Unies
Loi sur la preuve au Canada
Loi d'interprétation
Chapitres pertinents des Instructions et lignes directrices opérationnelles d'Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada (IRCC)
Loi sur les langues officielles, Partie III (Administration de la justice)

Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services d'aide juridique relatifs aux dossiers d'appel en droit de l'immigration et des réfugiés

Documents relatifs à l'autorisation en droit des réfugiés et de l'immigration (services généraux) pour les membres inscrits Règles de la Section d'appel des réfugiés
Loi sur les Cours fédérales
Règles de la Cour fédérale
Règles des cours fédérales en matière d'immigration et de protection des réfugiés
Loi sur les langues officielles, Partie III (Administration de la justice)

Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services d'aide juridique relatifs aux dossiers devant la Commission ontarienne d'examen

Dispositions législatives et ressources des tribunaux judiciaires et administratifs :

- Partie XX.1 (Troubles mentaux) et articles 16 et 2 du *Code criminel*
- Articles 34 et 146 de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*
- Articles 21 et 22 de la *Loi sur la santé mentale* (ordonnances d'examen pour troubles mentaux)
- Audiences sur la NRC et l'aptitude à subir son procès, ordonnances de traitement et de « maintien en forme », et demandes d'évaluation :
 - de l'aptitude à subir son procès
 - de la non-responsabilité criminelle pour cause de troubles mentaux (NRC)
- Règles de procédure de la Commission ontarienne d'examen
- Droits des patients en vertu des lois suivantes de l'Ontario : *Loi sur la santé mentale* (y compris les formules 1, 2, 6 et 8), *Loi sur le consentement aux soins de santé*, *Loi sur la protection des renseignements personnels sur la santé* et *Loi de 1992 sur la prise de décisions au nom d'autrui*
- Processus, programmes et services du Tribunal pour les personnes ayant des troubles mentaux et des travailleurs sociaux judiciaires dans ce tribunal
- Partie XVII (Langue de l'accusé) et articles 530 à 533 du *Code criminel*

Ressources communautaires :

- Ressources locales disponibles, notamment les options de traitements de remplacement et l'étendue des services en établissement; Bureau de l'intervention en faveur des patients des établissements psychiatriques et autres organismes, comme ConnexOntario
- Connaissance générale des principaux types de troubles mentaux afin de permettre l'application pratique de la loi, y compris des connaissances suffisantes pour permettre l'examen des outils de diagnostic, des preuves médicales/d'experts et des ressources en santé mentale

Jurisprudence :

Les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services juridiques en droit criminel lié à la santé mentale doivent connaître la jurisprudence importante et actuelle en matière de droit criminel.

La liste suivante énumère plusieurs affaires importantes que les avocates et avocats en droit criminel lié à la santé mentale devraient connaître :

- **Maladie mentale et responsabilité pénale :**
 - *Cooper c. La Reine*, [1980] 1 RCS 1149
 - *R. c. Swain*, [1991] 1 RCS 933 (NRC)
- **Évaluations :**
 - *R. c. John Doe*, 2011 ONSC 92
 - *R. c. Sun*, [1999] O.J. no. 2821 (S.C.J.)
 - *R. c. Muschke*, (1997), 121 C.C.C.(3d) B.C.S.C.
 - *R. c. Matthews*, 2014 CarswellOnt 15031 (C.J.)
 - *Phaneuf c. Ontario*, 2019 ONCA 901
 -
- **Aptitude à subir son procès :**
 - *R. c. Taylor*, [1992] 77 C.C.C. (3d) 551 (Ont. C.A.)
 - *R. c. Whittle* (1994), 92 C.C.C. (3d) 11 (CSC)
 - *R. c. Morrissey* 2007 ONCA 770
 - *R. c. Szostak*, 2012 ONCA 503
 - *R. c. Michael*, 2016 ONSC 2957
 - *R. c. Jaser*, 2015 ONSC 4729
 - *R. c. Walker*, 2019 ONCA 765
 - *R. c. Adam*, 2013 ONSC 373
 - *R. c. Bharwani*, 2023 ONCA 203
 - *R. c. Edwards*, [2020] O.J. no. 5207 (Ont.C.J.)
 - *R. c. Karimian-Kakolaki*, 2016 ONSC 8013
 -
- **Ordonnances de traitement**
 - *Fleming c. Reid* (1991), 4 O.R. (3d) 74
 - *Starson c. Swayze*, [2003] 1 R.C.S. 722 (C.S.C.)
 - *R. c. Walker*, 2016 ONSC 2299
 - *Centre for Addiction and Mental Health c. R.*, 2014 RCS 60
 -
- **Non criminellement responsable**
 - *R. c. Szostak*, 2012 ONCA 503
 - *R. c. Dobson*, 2018 ONCA 589
 - *R. c. Bouchard-Lebrun*, 2011 CSC 58
 - *R. c. Stone* (1999), 134 C.C.C. (3d) 353 (C.S.C.)
 - *R. c. Cooper* (1980), 1 R.C.S. 1149
 - *R. c. Luedecke* (2008), 236 C.C.C. (3d) 317 (Ont.C.A.)
 - *R. c. Chaulk* (1990), 62 C.C.C. (3d) 193 (C.S.C.)
 - *R. c. Mann*, 2019 ONSC 1949
 - *R. c. J.F.*, 2019 ONCA 432
 - *R. c. Guidolin*, 2011 ONCA 264
 - *R. c. Richmond*, 2016 ONCA 134
- **Jurisprudence de la Commission ontarienne d'examen :**
 - *Mazzei c. British Columbia (Director of Forensic Psychiatric Services)* (2006), 206 C.C.C. (3d) 161 (CSC)

- *Winko c. British Columbia (Forensic Psychiatric Institute)*, [1999] 2 RCS 62521
- *Pinet c. St. Thomas Psychiatric Hospital* [2004] 1 RCS 528
- *R. c. Demers* (2004), 185 C.C.C. (3d) 257 (CSC.)
- *R. c. Lynn*, 2020 ONSC 4581
- *R. c. Raza*, 2017 ONSC 7090
- *R. c. Owen*, 2003 CSC 33
- *Centre de santé mentale de Penetanguishene c. Ontario (Procureur général)*, 2004 CSC 20
- *R. c. Conway*, 2010 CSC 22
- *Re Chaudry*, 2015 ONCA 317
- *Re Starz*, 2015 ONCA 318
- *Re Krivicic*, 2018 ONCA 535
- *Ontario (Attorney General) v. G.*, 2020 CSC 38
- *R. c. Breitwieser*, 2009 ONCA 784
- *Re Shortt*, 2020 ONCA 651
- *Re Ohenhen*, 2017 ONCA 960
- *R. c. Robertson*, 2011 ONSC 1945
- *Re Davies*, 2019 ONCA 738
- *Re Saikaley*, 2012 ONCA 92
- *Re Campbell*, 2018 ONCA 140
- *Re Tran*, 2020 ONCA 722
- *R. c. C.(M.L.)*, 2010 ONCA 843

Désignation d'accusé à risque élevé

- *R. c. Carter*, 2015 CarswellOnt 15574 (Ont.C.J.)
- *R. c. Grant*, 2018 ONSC 3581

Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services d'aide juridique en droit de la famille

Lois

Les membres inscrits au tableau doivent connaître les lois et textes suivants :

- *Loi sur le droit de la famille*
- *Loi portant sur la réforme du droit de l'enfance, y compris la Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*
- *Loi sur le divorce, notamment l'alinéa 23.2(1) (Langues officielles)*
- *Loi sur les obligations familiales et l'exécution des arriérés d'aliments*
- *Loi sur les ordonnances alimentaires d'exécution réciproque*
- *Lignes directrices sur les aliments pour les enfants (règlement pris en vertu de la Loi sur le droit de la famille)*
- *Tables de pensions alimentaires pour enfants (disponibles en vertu de la Loi sur le divorce – (Canada))*
- *Loi sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille*
- *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des Métis*
- *Règles en matière de droit de la famille*
- *Règles de procédure civile*
- *Loi sur la preuve (fédérale et provinciale)*
- *Code de déontologie du Barreau de l'Ontario*
- *Loi de 2020 sur les services d'aide juridique*
- *Charte canadienne des droits et libertés*
- *Loi sur les tribunaux judiciaires, dont le paragraphe 51.2 (Langues officielles dans les tribunaux) et les articles 125 (Autres langues dans les tribunaux) et 126 (Instances bilingues)*
- *Convention de La Haye relative à la signification et la notification à l'étranger des actes judiciaires et extrajudiciaires en matière civile ou commerciale*
- *Convention de La Haye sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants*
- *Lignes directrices facultatives en matière de pensions alimentaires pour époux*

Autres lois pertinentes:

- *Loi sur le mariage*
- *Loi sur le partage des biens-fonds*
- *Loi sur le changement de nom*
- *Loi sur les cessions en fraude des droits des créanciers*
- *Loi sur l'adoption internationale*

- *Loi sur l'arbitrage*
- *Loi sur les foyers familiaux situés dans les réserves et les droits ou intérêts matrimoniaux*
- *Loi sur la faillite*
- *Loi sur l'enregistrement des droits immobiliers*
- *Code criminel (Canada)*
- *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*
- *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*
- *Loi sur le Barreau*
- *Loi sur le partage des prestations de retraite*
- *Loi sur les normes de prestation de pension*
- *Loi portant sur la réforme du droit des successions*
- *Loi de l'impôt sur le revenu*

Jurisprudence importante et actuelle

Les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services en droit de la famille doivent connaître la jurisprudence importante et actuelle en matière de droit de la famille.

La liste suivante énumère plusieurs affaires importantes que les avocates et avocats en droit de la famille devraient connaître :

Rôle parental (garde et droit de visite) :

- *Barendregt c. Grebliunas*, 2022 CSC 22 (déménagement ; principe du contact maximum)
- *Gordon c. Goertz*, [1996] 2 RCS 27, 1996 CanLII 191 (CSC) (mobilité, intérêt supérieur de l'enfant, modification des ordonnances de garde et de droit de visite, changement important de circonstances)
- *Young c. Young*, 4 RCS 3, 1993 CanLII 34 (CSC) (religion, parent ayant le droit d'accès, intérêt supérieur de l'enfant)
- *Kaplanis v. Kaplanis*, 2005 CanLII 1625 (ON CA) (garde conjointe, intérêt supérieur de l'enfant)
- *Ladisa v. Ladisa*, 2005 CanLII 1627 (ON CA) (garde conjointe, pension alimentaire pour conjoint)
- *Linton v. Clarke*, 1994 CanLII 8894 (ON SCDC) (évaluation de la garde et du droit de visite)

Pension alimentaire pour enfants :

- *Colucci c. Colucci*, 2021 CSC 24 (diminution rétroactive de la pension alimentaire pour enfants, annulation de l'arriéré)
- *D.B.S. c. S.R.G.*, [2006] 2 RCS 231, 2006 CSC 37 (CanLII) (pension alimentaire rétroactive pour enfants)

- *Lewi v. Lewi*, 2006 CanLII 15446 (ON CA) (pension alimentaire pour enfants adultes)
- *Park c. Thompson*, 2005 CanLII 14132 (ON CA) (enfants adultes)
- *Francis c. Baker*, [1999] 3 RCS 250, 1999 CanLII 659 (CSC) (article 4 des *Lignes directrices*)
- *Contino c. Leonelli-Contino*, [2005] 3 RCS 217, 2005 CSC 63 (CSC) (pension alimentaire pour enfants quand chacun des deux parents a les enfants plus de 40 % du temps)
- *Chartier c. Chartier*, [1999] 1 RCS 242, 1999 CanLII 707 (CSC) (pension alimentaire pour enfants payable par une mère ou un père non biologique)
- *Drygala c. Pauli*, 2002 CanLII 41868 (ON CA) (article 19 des *Lignes directrices*, sous-emploi intentionnel)
- *DiFrancesco c. Coutu*, 2001 CanLII 8613 (ON CA) (annulation des arriérés)
- *Senos c. Karcz*, 2014 ONCA 459 (CanLII) (pension alimentaire pour enfants pour les bénéficiaires du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées)

Pension alimentaire pour conjoint :

- *Miglin c. Miglin*, [2003] 1 RCS 303, 2003 CSC 24 (CanLII) (aliments pour conjoint en cas de renonciation aux aliments entre époux)
- *Fisher v. Fisher*, 2008 ONCA 11 (CanLII) (*Lignes directrices facultatives en matière de pensions alimentaires pour époux*)
- *Bracklow c. Bracklow*, [1999] 1 RCS 420, 1999 CanLII 715 (CSC) (droit à une pension alimentaire pour conjoint)
- *Boston c. Boston*, [2001] 2 RCS 413, 2001 CSC 43 (CanLII) (pensions et « double ponction »)
- *Willick c. Willick*, [1994] 3 RCS 670, 1994 CanLII 28 (CSC) (modification des ordonnances alimentaires, changement important de circonstances)
- *Moge c. Moge*, [1992] 3 RCS 813, 1992 CanLII 25 (CSC) (droit à une pension alimentaire pour conjoint, objectifs de la pension alimentaire pour conjoint, autosuffisance)
- *Davis v. Crawford*, 2011 ONCA 294 (CanLII) (élargit les circonstances dans lesquelles le versement d'une somme globale à titre de pension alimentaire pour conjoint peut être accordé)

Propriété :

- *Rawluk c. Rawluk*, [1990] 1 RCS 70, 1990 CanLII 152 (CSC) (égalité des biens familiaux nets, fiducies qui en résultent, fiducies par interprétation)
- *Peter c. Beblow*, [1993] 1 RCS 980, 1993 CanLII 126 (CSC) (fiducies par interprétation)
- *Best c. Best*, [1999] 2 RCS 868, 1999 CanLII 700 (CSC) (évaluation des pensions)
- *Serra c. Serra*, 2009 ONCA 105 (CanLII) (partage inégal des biens familiaux nets)

- *LeVan c. LeVan*, 2008 ONCA 388 (CanLII) (mise de côté des contrats familiaux, partage inégal des biens familiaux nets)
- *Kerr c. Baranow*, [2011] 1 RCS 269, 2011 CSC 10 (CanLII) (clarifie le droit sur les fiducies par interprétation et les fiducies résultatives et l'enrichissement injustifié après la rupture des partenariats conjugaux)
- *Viric c. Blair*, 2017 ONCA 394 (la juste évaluation des actifs fait partie de l'obligation d'information)

Motions en modifications :

- *Willick c. Willick* [1994] 3 RCS 670, 1994 CanLII 28 (CSC) (modification des ordonnances alimentaires, changement important de circonstances)
- *L.M.P. c. L.S.*, [2001] 3 RCS 775, 2011 CSC 64 (CanLII) (modification des ordonnances alimentaires pour conjoint, changement important de circonstances)

Accords de séparation et obligations de divulgation :

1. *Rick c. Brandsema*, [2009] 1 RCS 295, 2009 CSC 10 (CanLII) (accords de séparation, iniquité)
2. *Marinangeli c. Marinangeli*, 2003 CanLII 27673 (ON CA) (procès-verbaux de règlement, aliments pour enfants, changement important de circonstances)

Requêtes en jugement sommaire :

- *Hryniak c. Mauldin*, [2014] 1 RCS 87, 2014 CSC 7 (CanLII) (requêtes en jugement sommaire, objectif des requêtes en jugement sommaire, accès à la justice, proportionnalité)

Convention de La Haye sur l'enlèvement international d'enfants

- *Bureau de l'avocat des enfants c. John Paul Balev* 2018 CSC 16 (CanLII), [2018] 1 RCS 398 (interprétation de la « résidence habituelle » en vertu de la Convention; intérêt supérieur de l'enfant; intentions des fournisseurs de soins)

Convention de La Haye relative à la signification

- *Wang c. Lin*, 2016 ONSC 3967 (CanLII) (applicabilité de la *Convention de La Haye relative à la signification*, exigences relatives à la signification de documents de droit de la famille à l'extérieur du Canada)

Motions urgentes

- *Rosen c. Rosen*, 2005 CanLII 480 (ON SC) (définition d'une urgence; exigences pour établir qu'il y a urgence)

Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services d'aide juridique relatifs au droit en matière de protection de l'enfance

Lois

Les membres inscrits au tableau doivent connaître les lois et documents suivants :

- Convention des Nations Unies sur les droits de l'enfant, Can. T.S. 1992, n° 3
- *Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille*, L.O. 2017, chap. 14, annexe 1, et règlements.
- *Loi concernant les enfants, les jeunes et les familles des Premières Nations, des Inuits et des*, L.C. 2019, ch. 24
- *Loi sur le divorce*, L.R.C. 1985, ch. 3 (2e suppl.), telle que modifiée
- *Loi sur les Indiens*, L.R.C. 1985, ch. I-5
- *Loi constitutionnelle de 1982*, annexe B de la *Loi de 1982 sur le Canada* (R-U), 1982, ch. 11

Jurisprudence importante et actuelle

Les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services relatifs au droit en matière de protection de l'enfance doivent connaître la jurisprudence importante et actuelle en matière de la protection de l'enfance.

La liste suivante énumère plusieurs affaires importantes que les avocates et avocats devraient connaître :

Charte des droits

- *Nouveau-Brunswick (Ministre de la Santé et des Services communautaires) c. G. (J.)*, 1999 CanLII 653, [1999] 3 RCS 46 (les parents démunis ont-ils un droit constitutionnel à un avocat financé par l'État lorsque le gouvernement cherche à leur retirer la garde de leurs enfants)

Critères d'examen

- *B.J.T. c. J.D.*, 2022 CSC 24 (norme de contrôle à appliquer par les cours d'appel dans les affaires de protection de l'enfance)

Intérêt supérieur des enfants autochtones

- *Windsor-Essex Children's Aid Society c. E.W.*, 2020 ONCA 682 (l'intérêt supérieur des enfants autochtones doit-il faire l'objet d'une attention particulière en vertu de la loi ?)

Droit de visite

- *Official Guardian c. Strobridge*, 1994 CanLII 875 (ON CA) (déléguer la détermination du droit de visite à un tiers indépendant).
- *Children's Aid Society of Toronto c. J.G.*, 2020 ONCA 415 (droit de visite à l'égard d'enfants aux soins d'une société de façon prolongée – comparaison entre l'analyse de l'intérêt véritable en vertu de la *Loi de 2017 sur les services à l'enfance, à la jeunesse et à la famille* et le critère antérieur plus strict établi par la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, maintenant abrogée).
- *Kawartha-Haliburton Children's Aid Society c. M.W.*, 2019 ONCA 316 (critère relatif au droit de visite à l'égard des enfants aux soins d'une société de façon prolongée, avec une attention particulière aux enfants autochtones ; approche appropriée du jugement sommaire).

Jugement sommaire

- *L.M. c. Peel Children's Aid Society*, 2019 ONCA 841 (critère relatif au prononcé au jugement sommaire, interprétation de l'intérêt véritable de l'enfant, du titulaire du droit de visite et du bénéficiaire du droit de visite)

Adjudication de dépens contre des sociétés d'aide à l'enfance

- *Hastings Children's Aid Society c. J.L.*, 2012 ONCJ 362

Perquisition sans mandat

- *R. c. Frey*, 2020 ONCJ 83 (Perquisition sans mandat par une SAE entraînant une perquisition en vertu d'un mandat criminel et des accusations criminelles)

Entente de soins conforme aux traditions

- *Children's Aid Society of Brant c. R.P.*, 2019 ONCJ 649 (entente de soins conforme aux traditions et l'application de l'exigence d'une audience de cinq jours après l'appréhension)

Témoignage

- *Ogwadeni:deo Six Nations Child Welfare c. K.L.H.*, 2021 ONCJ 339

(problèmes liés au témoignage d'expert)

- *Children's Aid Society of London and Middlesex c. C.B and L.B.*, 2011 ONSC 5853 (si le médiateur d'une médiation confidentielle peut témoigner au procès sur la protection de l'enfance)

Parties

- *A.M. c. Valoris Pour Enfants et Adultes de Prescott-Russell*, 2017 ONCA 601 (si le parent d'accueil devrait être ajouté comme une partie)

Rapports et articles

Parmi les autres documents pertinents, citons :

Examen indépendant du programme d'analyse capillaire de Motherisk (Honorable Susan E. Lang) http://m-hair.ca/docs/default-source/default-document-library/motherisk_enbfb30b45b7f266cc881aff0000960f99.pdf (en anglais)

Lois et politiques provinciales et territoriales sur la protection de l'enfance 2018 (Comparaisons)

[Lois et politiques provinciales et territoriales sur la protection des enfants 2018 | CanLII](#)

Ministère de la Justice du Canada, Article 12 de la Convention relative aux droits de l'enfant et les droits participatifs des enfants au Canada, par Nicholas Bala et Claire Houston (Ottawa : Ministère de la Justice, 2015 www.justice.gc.ca/fra/pr-rp/autre-other/article12/index.html)

Documents que doivent lire les membres inscrits au tableau autorisés à fournir des services généraux d'aide juridique dans les affaires de droit criminel.

Lois

Les membres inscrits au tableau devraient avoir une bonne connaissance des lois suivantes :

Loi sur la preuve au Canada

Loi sur le cannabis

Loi sur les contraventions

Loi réglementant certaines drogues et autres substances

*Code criminel du Canada**

** être conscient des droits linguistiques de la partie XVII (Langue de l'accusé), des articles 530 à 533*

la partie XX.1 (troubles mentaux), ainsi que les articles 16 et 2 du Code ;

Charte canadienne des droits et libertés

Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition et ses règlements d'application

Loi sur les tribunaux judiciaires

Loi sur le casier judiciaire et son règlement d'application

Loi sur l'identification par les empreintes génétiques

Loi sur l'extradition

Loi sur les armes à feu

Code de la route

Loi sur l'identification des criminels

Loi d'interprétation

Les articles 21 et 22 de la Loi sur la santé mentale (ordonnances d'examen pour troubles mentaux)

Loi sur l'entraide juridique en matière criminelle

Loi sur les prisons et les maisons de correction

Loi sur le recyclage des produits de la criminalité et le financement des activités terroristes

Loi sur les infractions provinciales

Loi sur l'administration des biens saisis (et ses règlements d'application)

Loi sur l'enregistrement de renseignements sur les délinquants sexuels

Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, S.C. 2002, ch. 1, en particulier :

- Préambule
- Article 3 : principes
- Articles 1 à 12 : définitions particulières

- Articles 25 à 33 : droit aux services d'un avocat, avis aux père et mère, comparution, mise en liberté provisoire
- Article 35 : renvoi à un organisme de protection de la jeunesse
- Articles 38 à 42 : dispositions relatives à la détermination de la peine
- Article 48 : les motifs de la peine doivent être donnés
- Article 55 : conditions qu'une ordonnance peut imposer
- Articles 59 à 60 : examen de la peine
- Article 82 : conseils judiciaires à l'adolescent après la peine
- Articles 114 à 120 : articles relatifs aux dossiers
- Articles 146 à 147 : déclarations

Règles de procédure

Règles en matière criminelle de la Cour de justice de l'Ontario
 Règles de procédure en matière criminelle de la Cour supérieure de justice
 Règles de procédure de la Cour d'appel en matière criminelle
 Protocoles et directives de pratique des tribunaux de l'Ontario

Jurisprudence marquante et jurisprudence actuelle importante

Les membres inscrits autorisés à fournir des services en droit criminel doivent connaître la jurisprudence marquante et la jurisprudence actuelle importante en droit criminel.

Voici une liste de plusieurs décisions importantes que les avocats autorisés en droit criminel devraient examiner :

Classification des infractions et choix de la compétence en première instance Procédures de mise en accusation et procédures de déclaration de culpabilité par procédure sommaire

R. c. Dudley, 2009 CSC 58
Libman c. R., 1985 CanLII 51 (C.S.C.)

Pouvoirs d'enquête

Arrestation

Fleming c. Ontario, 2019 CSC 45
R. c. Storrey, 1990 CanLII 125 (C.S.C.)

Entrée dans les locaux

R. c. Evans, 1996 CanLII 248 (C.S.C.)

Perquisition et saisie

Hunter c. Southam Inc., 1984 CanLII 33 (C.S.C.)
R. c. Collins, 1987 CanLII 84 (C.S.C.)
R. c. Edwards, 1996 CanLII 255 (C.S.C.)

R. c. Belnavis, 1997 CanLII 320 (C.S.C.)
R. c. Telus Communications Company, 100 C.R. (6th) 290 (C.S.C.)
R. c. Jones, 2017 CSC 60
R. c. Patrick, 2009 CSC 17

Mandats de perquisition

R. c. Griffith, 2021 ONCA 302
R. c. Pileggi, 2021 ONCA 4
R. c. Debot, 1989 CanLII 13 (C.S.C.)
R. c. Brown, 2021 ONCA 119
R. c. Garofoli, 1990 CanLII 52 (C.S.C.)
R. c. Plant, 1993 CanLII 70 (C.S.C.)
R. c. Morelli, 2010 CSC 8

Échantillons de sang

R. c. Laba, 1994 CanLII 41 (C. S..C.)

Examen de mandats de perquisition

Mandat général

-*R. c. Ha*, 2009 ONCA 340 (Ont.C.A.), autorisation d'interjeter appel refusée, 2009 CanLII 63926 (C. S.C.)
R. c. Villaroman, 2018 ABCA 220

Mandats relatifs aux dispositifs de repérage *R. c. Wise*, 1992 CanLII 125 (C. S.C.)

R. c. Edwards, 2014 ONSC 6323

Mandats relatifs à un enregistreur de données de transmission

R. c. Cody, 2007 QCCA 1276
R. c. Nguyen, 2004 BCSC 76

Mandats relatifs aux analyses génétiques

R. c. Rodgers, 2006 CSC 15 *R. c. Beare*, 1988 CanLII 126 (C.S.C.)

Écoutes électroniques

R. c. Garofoli, 1988 CanLII 3270, révisé 1990 CanLII 52 (C.S.C.)
R. c. Dersch, 1990 CanLII 3820 (C.S.C.)
R. c. Crevier, 2015 ONCA 619
R. c. Green, 2015 ONCA 579 *R. c. Lising*, 2005 CSC 66

art. 8 et par. 24(2)

Fouilles sans mandat

R. c. Boulanger, 2022 CSC 2
R. c. Nolet, 2010 CSC 24
R. c. Canfield, 2020 ABCA 383
R. c. Vu, 2013 CSC 60
R. c. Fearon, 2014 CSC 77

R. c. Al-Askari, 2021 ABCA 204
R. c. Hudson, 2005 CSC 34
R. c. Caslake, 1998 CanLII 838 (C.S.C.)
R. c. Golden, 2001 CSC 83
R. c. Saeed, 2016 CSC 24

Perquisitions avec consentement

R. c. Stairs, 2022 CSC 11

Enquête et interrogatoire de suspects

R. c. Simpson, 1993 CanLII 3379 (C.A. Ont.)
R. c. Mann, 2004 CSC 52
R. c. Le, 2019 CSC 34
R. c. Thomson, 2020 ONCA 264

Caractère volontaire

R. c. Oickle, 2000 CSC 38. *R. c. Moore-McFarlane*, 2001 CanLII 6363 (C.A. Ont.)

Détention

R. c. Therens, 1985 CanLII 29 (C.S.C.)
R. c. Thomsen, 1988 CanLII 73 (C.S.C.)
R. c. Grant, 66 C.R.(6th) 1 (C.S.C.)

Droits en vertu de l'alinéa 10a)

R. c. Evans, 1991 CanLII 98 (C.S.C.)
R. c. Borden, 1994 CanLII 63 (C.S.C.)

Alinéa 10b) (Droit à un avocat)

R. c. Thompson, 2020 ONCA 264
R. c. Tutu, 2021 ONCA 805
R. c. Mann, 2021 ONCA 103
R. c. Brydges, 1990 CanLII 123 (C.S.C.)
R. c. Bartle, 1994 CanLII 64 (C.S.C.)
R. c. Prosper, 1994 CanLII 40 (C.S.C.)
R. c. Manninen, 1987 CanLII 67 (C.S.C.)
R. c. Willier, 2010 CSC 37
R. c. Sinclair, 2010 CSC 35
R. c. McCrimmon, 2010 CSC 36
R. c. Leclair, 1989 CanLII 134 (C.S.C.)

Droit de garder le silence

R. c. Hebert (1990), 77 C.R.(3d) 145 (C.S.C.)
R. c. Singh (2007), 51 C.R.(6e) 199 (C.S.C.)
R. c. McCrimmon, 2010 CSC 36
R. c. Sinclair, 2010 CSC 35
R. c. Henry, 2005 CSC 76 (1988), 68 C.R. (3d) 123 (C.A. Ont.)
R. c. Nedelcu, 2012 CSC 59

R. c. Noel, 2002 CSC 67

art. 15 Droit à l'égalité

Andrews c. Law Society of British Columbia, 1989 CanLII 2 (C.S.C.)

Mise en liberté avant le procès

Audiences sur la mise en liberté sous caution

R. c. Antic, 2017 CSC 27

R. c. E.B., 2020 ONSC 4383

R. c. L.W.B., 2021 ONSC 6152

R. c. Ismail, 2020 ONSC 5519

R. c. Elliott, 2020 ONSC 2976

R. c. J.L., 2020 ONSC 3038

Révision de l'ordonnance relative à la mise en liberté sous caution

R. c. St-Cloud, 2015 CSC 27

R. c. Myers, 2019 CSC 18

R. c. Zora, 2020 CSC 14

Communication

R. c. Stinchcombe, 1991 CanLII 45, [1991] 3 R.C.S. 326

R. c. McNeil, 2009 CSC 3

R. c. Quesnelle, 2014 CSC 46

R. c. O'Connor, 1995 CanLII 51, 44 C.R.(4th) 1 (C.S.C.)

R. c. Mills, 1999 CanLII 637, 28 C.R.(5th) 207 (C.S.C.)

R. c. Carosella, 1997 CanLII 402, 4 C.R.(5th) 139 (C.S.C.)

Dossiers de tiers

R. c. J.J., 2022 CSC 28

Enquêtes préliminaires

Critères applicables à l'incarcération

- *États-Unis d'Amérique c. Shephard*, 1976 CanLII 8 (CSC), [1977] 2 RCS 1067.

- *R. c. Arcuri*, 2001 CSC 54, 44 C.R.(5th) 213 (C.S.C.)

- *Mezzo c. R.*, 1986 CanLII 116, 52 C.R. (3d) 113 (C.S.C.)

- *R. c. Monteleone*, 1987 CanLII 16, 59 C.R. (3d) 97 (C.S.C.)

- *R. c. Deschamplain*, 2004 CSC 76, 196 C.C.C.(3d) 1 (C.S.C.)

- *R. c. Sazant*, 2004 CSC 77

- *R. c. R.S.*, 2019 ONCA 906

Demandes avant le procès dans les procédures criminelles

Demandes constitutionnelles

Contestation d'une loi (par. 52(1))

R. c. Lloyd, 2016 CSC 13

R. c. Nur, 2015 CSC 15

R. c. Oakes, 1986 CanLII 46, 50 C.R.(3d) 1(C.S.C.)

R. c. Ferguson, 2008 CSC 6, [2008] 1 R.C.S. 96 (C.S.C.)
Ontario (Procureur général) c. G., 2020 CSC 38
Canada (Procureur général) c. Bedford, 2013 CSC 72, [2013] 3 R.C.S. 1101
Carter c. Canada (Procureur général), 2015 CSC 5, [2015] 1 R.C.S. 331

Tribunal compétent (art. 24)

Mills c. R., 1986 CanLII 17, 52 C.R. (3d) 1 (C.S.C.)
Mooring c. Canada (Commission nationale des libérations conditionnelles),
1996 CanLII 254 (C.S.C.)
R. c. Hynes, 2001 CSC 82 (C.S.C.)

Exclusion d'éléments de preuve (par. 24(2))

R. c. Grant, 2009 CSC 32 (C.S.C.)
R. c. Harrison, 2009 CSC 34, 66 C.R.(6th) 105 (C.S.C.)
R. c. Suberu, 2009 CSC 33 (C.S.C.)
R. c. Collins, 1987 CanLII 84 (C.S.C.)

Demandes de suspension d'instance pour délai déraisonnable (alinéa 11b))

R. c. Jordan, 2016 CSC 27
R. c. K.G.K., 2020 CSC 7 (C.S.C.)
R. c. Ste Marie, 2022 CSC 3
R. v. Charité, 2022 ONCA 226
R. c. Boulanger, 2022 CSC 2

Arrêt des procédures pour abus de procédure (par. 24(1))

R. c. Zarinchang, 2010 ONCA 286 (C.A. Ont.) inf. 2007, ONCJ 470
(C.J.Ont.)
R. c. Power, 1994 CanLII 126

Réduction de peine

R. c. Nasogaluak, 2010 CSC 6, 251 C.C.C.(3d) 293 (C.S.C.)

Troubles mentaux

Évaluations

R. c. John Doe, 2011 ONSC 92 (C.S.J. Ont.)
R. c. Capano, 2014 ONCA 599

Aptitude à subir un procès

R. c. Taylor, 1992 CanLII 7412, 17 C.R. (4th) 371 (C.A. Ont.)
R. c. Morrissey, 2002 CanLI 20074, 169 C.C.C.(3d) 256 (C.S.J. Ont.)
R. c. Bharwani, 2023 ONCA 203
R. c. Balliram, 2003 CarswellOnt 774 S.C.J.)
R. c. Walker, 2019 ONCA 765

R. c. Ta (2002), 164 C.C.C.(3d) 97 (Ont.C.A.)

Ordonnances de traitement

Fleming c. Reid (1991), 4 O.R. (3d) 74

Starson c. Swayze, [2003] 1 R.C.S. 722 (C.S.C.)

R. c. Walker, 2016 ONSC 2299

Centre de toxicomanie et de santé mentale c. R., 2014 CSC 60

Défense de troubles mentaux/non-responsabilité criminelle (NRC)

R. c. Swain, 1991 CanLII 104, 5 C.R. (4th) 253 (C.S.C.)

Winko v. British Columbia (Forensic Psychiatric Institute), 1999 CanLII 694, [1999] S.C.J. No. 31

R. c. J.F., 2019 ONCA 432

R. c. Szostak, 2012 ONCA 503

R. c. Dobson, 2018 ONCA 589

R. c. Stone (1999), 134 C.C.C. (3d) 353 (S.C.C.)

R. c. Cooper (1980), 1 R.C.S. 1149

R. c. Luedecke (2008), 236 C.C.C. (3d) 317 (Ont.C.A.)

R. c. Chaulk (1990), 62 C.C.C. (3d) 193 (C.S.C.)

R. c. Bouchard-Lebrun, 2011 CSC 58

R. c. Guidolin, 2011 ONCA 264

R. c. Richmond, 2016 ONCA 134

R. c. Pietrangelo, 2008 CarswellOnt 3286 (C.A.), autorisation d'interjeter appel devant la C.S.C. refusée [2008] S.C.C.A. no. 309

R. c. Mann, 2019 ONSC 1949

Déclarations protégées

R. c. G.(B.), 1999 CanLII 690, (1999), 135 C.C.C.(3d) 303 (C.S.C.)

Détermination de la peine après le verdict

R. c. Priorello, 2012 ONCA 63

R. c. Batisse, 2009 CarswellOnt 580 (C.A.)

Le procès

R. c. Garofoli, 1988 CanLII 3270 (C.A. Ont.), inf. pour d'autres motifs 1990 CanLII 52 (C.S.C.).

R. c. T. (R.), 1992 CanLII 2834 (C.A. Ont.)

R. c. Davis, 2020 ONCA 326 (C.A. Ont.),

Preuve d'expert

R. c. Mohan, 1994 CanLII 80 (C.S.C.)

R. c. Abbey, 2009 ONCA 97

R. c. Abbey, 2017 ONCA 640

R. c. Sekhon, 2014 CSC 15

R. c. Graat, 2014 CSC 15

White Burgess c. Abbott and Haliburton Co., 2015 CSC 23

Confessions

R. c. Oickle, 2000 CSC 38

Exposé au jury

W.D., 1991 CanLII 93, 63 C.C.C.(3d) 397, 3 C.R.(4th) 302 (C.S.C.)

Verdicts dirigés

R. c. Rowbotham, 1993 CanLII 56, 85 C.C.C. (3d) 575n, motifs

supplémentaires 1994 CanLII 93, 90 C.C.C. (3d) 449 (C.S.C.).

R. c. Charemski, 1998 CanLII 819, 123 C.C.C. (3d) 225 (C.S.C.).

Annulation du procès

R. v. Chiasson, 2009 ONCA 789

R. c. Burke, [2002] 2 R.C.S. 857.

Article 276

R. c. Seaboyer, 1991 CanLII 76, 7 C.R.(4th) 117 (C.S.C.)

R. c. Darrach, 2000 CSC 46

R. c. R.V., 2019 CSC 41

Défenses**Légitime défense (art. 34 à 42)**

R. c. Khill, 2021 CSC 37

R. c. Evans, 2015 BCCA 46

R. c. Bengy, 2015 ONCA 397

Green c. R., 2015 QCCA 2109

Consentement

R. c. Jobidon

Absence de Mens rea

R. c. Zora, 2020 CSC 14

Intoxication

R. c. Brown, 2022 CSC 18

R. c. Sullivan, 2022 CSC 19

Demandes Corbett

R. c. Corbett, 1988 CanLII 80, [1988] 1 RCS 670

Règle des confessions

R. c. Oickle, 2000 CSC 38, [2000] 2 RCS 3

Infractions sexuelles**Capacité de consentir**

R. c. Barton, 2019 CSC 33

R. c. J.A., 2011 CSC 28

R. c. G.F., 2021 CSC 20
R. c. C.P., 2021 CSC 19

Sélection du jury

Chouhan, 2021 CSC 26

Procès

Conduite du procès

Boucher c. La Reine, 1954 CanLII 3, 110 C.C.C. 263 (C.S.C.)

Détermination de la peine

Conséquences secondaires des peines/plaidoyers de culpabilité

R. c. Quick, 2016 ONCA 95

R. c. Wong, 2018 CSC 25

Tran c. Canada (Sécurité publique et Protection civile), 2017 CSC 50, [2017] 2 R.C.S. 289.

R. c. V.N., 2022 ONCA 31

Considérations pour les clients racialisés

R. c. Morris, 2021 ONCA 680

Clients autochtones

Pour une liste complète, veuillez consulter les normes relatives au tableau Gladue

R. c. Gladue, 1999 CanLII 679, [199] 1 R.C.S. 688.

R. c. Ipeelee, 2012 CSC 13

R. v. Robinson, 2009 ONCA 205

R. v. Hope, 2016 ONCA 648

Admissibilité aux peines non privatives de liberté

Admissibilité aux peines d'emprisonnement avec sursis

R. c. Sharma, 2022 CSC 39

Crédit pour détention présentencielle

R. c. Summers, 2014 CSC 26

R. c. Duncan, 2016 ONCA 7540

R. c. Downes, 2006 CanLII 3957 (C.A. Ont.)

R. c. Marshall, 2021 ONCA 344

R. c. Safarzadeh Markhali, 2016 CSC 14

Kienapple c. R., 1974 CanLII 14, [1975] 1 RCS 729.

R. c. Prince, 1986 CanLII 40

Les peuples autochtones et le système de justice pénale

Pour plus de renseignements, référez-vous aux affaires *Gladue*

R. c. Gladue, 1999 CanLII 679, 133 C.C.C.(3d) 385 (C.S.C.)

R. c. Hope, 2016 ONCA 648

Délinquants dangereux

R. c. Boutillier, 2017 CSC 64

Après le prononcé de la peine

Admissibilité à la libération conditionnelle

Shropshire, 1995 CanLII 47, 102 C.C.C. (3d) 193, 43 C.R. (4th) 269 (C.S.C.)

Dell, 2018 ONCA 674, 364 C.C.C. (3d) 419, autorisation d'appel refusée, [2018] S.C.C.A. no 389.

R. c. Liu, 2022 ONCA 460

Registre de renseignements sur les délinquants sexuels

R. c. Ndhlovu, 2022 CSC 38

Traite de personnes

R. c. Reginald Louis Jean, 2020 ONSC 624 (Ont. S.C.J.)

R. c. Ahmed et al., 2019 ONSC 4822 (Ont. S.C.J.)

R. c. D'Souza, 2016 ONSC 2749 (Ont. S.C.J.)

R. c. Joseph, 2020 ONCA 733 (Ont. C.A.)

Affaires relevant de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents (LSJPA)

- *R. c. D.B.* [2008] 2 R.C.S. 3; 2008 CSC 25 – culpabilité morale moins élevée
- *R. c. B.W.P.*; *R. c. B.V.N.*, [2006] 1 R.C.S. 941 – la dissuasion générale ne s'applique pas
- *R. c. L.T.H.* 2008 CSC 49. – des protections améliorées pour les déclarations
- *R. c. A.M.*, 2008 CSC 19 – recherches dans les écoles autorisées dans certains contextes
- *R. c. Jarvis*, 2019 CSC 10 – droit à la protection de la vie privée d'un jeune à l'école
- *R. c. K.J.M* 2019 SCC 55 – par. 11b) dans le contexte de la jeunesse
- *R. c. S.A.C.*, 2008 CSC 47 – placement sous garde – dans quel cas peut-on imposer le placement sous garde
- *R. c. R.D.* 2010 ONCA 899 – mise en liberté sous caution – qu'entend-on par « personne responsable »
- *L.S. c. N.B.* (2005), 195 C.C.C. (3d) 481 – protections spéciales des dossiers – une explication
- *Toronto Star Newspaper Ltd c. Ontario*, 2012 ONCJ 27 – pas d'accès public à certains documents
- *R. c. T.B.-J.*, 2017 ONCA 746 – des jeunes qui font d'importants efforts de réadaptation par eux-mêmes
- *R. c. C.D.K.*, 2005 CSC 78
- *R. c. B-S.(T.)*, 2014 253
- *R. c. Okemow*, 2017 MBCA 59

- *R. c. A.A.Z.*, 2013 MBCA 33
- *R. c. M.WH T.F.*, 2017 ONCA 22
- *R. c. Chol*, 2018 BCCA 179

Autres ressources en droit pénal

E.G. Ewaschuk, *Criminal Pleadings and Practice in Canada*, 3rd ed (Toronto: Canada Law Book, 2022).

D. Tanovich et al., *McWilliam's Canadian Criminal Evidence*, 5th ed (Toronto: Canada Law Book, 2013, édition sur feuilles mobiles mise à jour).

D. Watt, *Watt's Manual of Criminal Evidence* (Toronto: Thomson Reuters Ltd., 2023).

C. Sproule, *Canadian Sentencing Digest* (Toronto: Carswell, 2019) (affiché aussi sur Westlaw).

B. Jones et al., *Prosecuting and Defending Youth Criminal Justice Cases*, 2nd Edition (Toronto: Emond Publishing, 2019).

M. Bloomenfeld & P. Harris, *Youth Criminal Justice Act Manual* (Toronto: Thomson Reuters Ltd., 2023).

A. Szigeti and R. Dhand, *Law and Mental Health in Canada: Cases and Materials* (Toronto: LexisNexis Canada Inc., 2022)

J. Barrett and R. Shandler, *Mental Disorder in Canadian Criminal Law* (Toronto: Thomson Reuters Ltd., 2023)